

**Assemblée générale**

Distr. générale  
4 octobre 2010  
Français  
Original : espagnol

**Soixante-cinquième session**

Point 20 de l'ordre du jour

**Développement durable****Lettre datée du 1<sup>er</sup> octobre 2010, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Du 13 au 15 septembre, s'est tenu à Cordoue (Espagne) le Séminaire international sur le rôle de la biodiversité agricole dans la lutte contre la faim et le changement climatique, organisé conjointement par le Gouvernement espagnol (Ministère de l'environnement et des affaires rurales et maritimes et Ministère des sciences et de l'innovation) et l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). À la fin des travaux, les participants, qui comprenaient des représentants des gouvernements, de la communauté scientifique et des organisations non gouvernementales ainsi que des organismes des Nations Unies, notamment la FAO et le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, ont adopté la Déclaration de Cordoue sur la biodiversité agricole dans la lutte contre la faim et les changements climatiques.

La Déclaration contient une série de recommandations pour faire face aux problèmes liés à la sécurité alimentaire et aux changements climatiques, dans l'optique d'une meilleure utilisation de la biodiversité agricole au niveau international, compte tenu de l'importance que revêt la biodiversité agricole pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. On y définit quatre types de mesures qui pourraient être prises en la matière à l'échelle internationale : 1) inscrire la biodiversité agricole au cœur de l'action politique; 2) renforcer la collaboration entre les entités internationales et élaborer des stratégies et programmes communs; 3) accélérer l'application au niveau national des accords internationaux existants en la matière; et 4) appuyer davantage les petits producteurs de denrées alimentaires comme signe de reconnaissance de l'action qu'ils mènent pour préserver la biodiversité agricole actuelle et future.

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte, en langues espagnole et anglaise, de la Déclaration de Cordoue sur le rôle de la biodiversité agricole dans la lutte contre la faim et le changement climatique (voir annexe). Je vous serais obligé de bien vouloir le faire distribuer comme document de l'Assemblée générale à sa soixante-cinquième session, au titre du point 20 de l'ordre du jour.

(Signé) Juan Antonio Yáñez-Barnuevo



## Annexe

[Original : anglais et espagnol]

### **Déclaration de Cordoue, 2010**

#### **La biodiversité agricole doit être une priorité absolue dans l'action menée face aux défis de la sécurité alimentaire et du changement climatique**

La proclamation de 2010 comme Année internationale de la biodiversité traduit l'importance que revêt la préservation de la biodiversité et sa contribution essentielle au développement et au bien-être de l'homme. Il est impératif que cette reconnaissance s'accompagne d'un ferme engagement en faveur de la biodiversité qui nourrit le monde, c'est-à-dire la biodiversité agricole.

La biodiversité agricole comprend les cultures, les animaux d'élevage, les organismes aquatiques, les essences forestières, les micro-organismes et les vertébrés dont nous dépendons pour la production alimentaire et agricole et pour les services environnementaux essentiels. Cette biodiversité, indispensable pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et pour faire face au changement climatique, se perd à un rythme alarmant.

Lors du Séminaire international sur le rôle de la biodiversité agricole dans la lutte contre la faim et le changement climatique<sup>1</sup>, tenu à Cordoue (Espagne) en septembre 2010 dans le cadre de l'Année internationale de la biodiversité, des experts venus du monde entier ont souligné l'importance cruciale que revêt la biodiversité agricole pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La présente déclaration, élaborée par le Ministère espagnol de l'environnement et des affaires rurales et maritimes et celui des sciences et de l'innovation, avec le concours d'experts des institutions internationales coorganisatrices du séminaire, donne un aperçu du débat très enrichissant qu'ont eu les participants.

#### **Les défis**

La sécurité alimentaire demeure hors de portée dans le monde. Ces dernières années, le nombre de personnes qui souffrent de la faim a augmenté, atteignant 925 millions de personnes. On estime que la population mondiale dépassera les 9 milliards avant de se stabiliser vers le milieu du siècle. Du fait de l'accroissement de la population et du changement de régimes alimentaires, il faudra que la

---

<sup>1</sup> Le séminaire a été organisé conjointement par le Gouvernement espagnol (Ministère de l'environnement et des affaires rurales et maritimes et Ministère des sciences et de l'innovation), des organisations internationales (FAO, Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, Convention sur la diversité biologique et Biodiversity International), des institutions locales (Diputación de Córdoba, Université de Cordoue et municipalité de Cordoue) et Cátedra de Estudios sobre Hambre y Pobreza, qui l'a accueilli. Ont participé au débat des représentants des pays développés, des pays en développement, de la société civile, des organisations d'agriculteurs, du secteur industriel et des consommateurs, aux niveaux national et international. Ouvert par le Secrétaire d'État espagnol à la coopération internationale, le séminaire a été clos par la Ministre de l'environnement et des affaires rurales et maritimes.

production alimentaire augmente d'environ 70 %; celle-ci pourrait subir une concurrence plus effrénée de la part de la production agricole non alimentaire du fait de la demande croissante de biocombustibles.

La production agricole et alimentaire subit et continuera de subir de plus en plus les effets négatifs du changement climatique, en particulier dans les pays déjà vulnérables, à faible revenu, qui connaissent une forte incidence de la pauvreté et de la faim. On estime que si les températures moyennes augmentent de plus de 2 °C, la productivité agricole totale baisserait de 20 % à 40 % dans de nombreux pays en développement.

Outre le fait de satisfaire les besoins d'une population croissante et de contribuer à trouver des solutions aux problèmes posés par le changement climatique, l'agriculture doit devenir plus durable. Il faut des moyens d'accroître la production sans avoir à utiliser davantage de ressources en terres, en eau, en énergie et autres ni accroître la pollution. De nouvelles solutions et de nouveaux modes de pensée s'imposent.

### **La biodiversité agricole : la marche à suivre**

Pour assurer la sécurité alimentaire et faire face au changement climatique, il sera indispensable d'utiliser davantage la biodiversité agricole. Il faudra mettre en place divers systèmes de production faisant appel à de nouvelles variétés et espèces pour assurer l'accroissement de la productivité, la résilience et la capacité d'adaptation nécessaires. Pour améliorer l'efficacité du stockage et de l'utilisation de l'eau, réduire la demande d'engrais et accroître la résistance au stress biotique et abiotique, il faudra recourir à une diversité accrue et renouvelée ainsi qu'à des modes de production adaptables, plus variables voire entièrement nouveaux. La biodiversité agricole, qui a exercé ces fonctions pour les petits exploitants agricoles pendant des siècles, devra jouer un plus grand rôle pour ce qui est d'améliorer l'adaptabilité des systèmes de production. Les petits exploitants agricoles, et le rôle qu'ils joueront dans le maintien et l'utilisation de la biodiversité agricole, occuperont une place de choix dans l'action visant à relever ces défis.

Paradoxalement, la biodiversité agricole est sans cesse menacée et s'appauvrit à un moment où non seulement elle est de plus en plus nécessaire, mais aussi où davantage de possibilités s'offrent pour qu'elle soit utilisée, plus que jamais, au service de l'humanité.

Le faible degré de priorité accordé à la biodiversité agricole, l'écart entre les engagements internationaux, la mise en œuvre à l'échelle nationale et les financements, la non-participation effective des personnes les plus touchées et l'absence de liens entre l'action gouvernementale en matière de biodiversité agricole, le changement climatique et la sécurité alimentaire sont autant de causes potentielles de cette situation.

### **Mesures à prendre**

Il faut prendre d'urgence des mesures pour relever les défis que sont la sécurité alimentaire et le changement climatique et pour mettre fin à la perte inacceptable et continue de la biodiversité, notamment :

**1. Inscrire la biodiversité agricole au cœur de l'action politique**

Pour relever les défis que sont la sécurité alimentaire et le changement climatique, il faut accorder la priorité absolue à la biodiversité agricole. Les gouvernements et les décideurs à tous les niveaux doivent en reconnaître l'importance et la valeur. Il faut prendre des décisions visant à :

- Arrêter la perte de la diversité des plantes cultivées, des animaux d'élevage et des autres organismes essentiels pour la sécurité alimentaire;
- Assurer la prestation de services agroécosystémiques qui contribuent à la santé, à la nutrition, aux moyens de subsistance et au bien-être de l'homme;
- Faire de la biodiversité agricole un élément essentiel de la « richesse des nations »;
- Accroître la part de l'aide internationale au développement consacrée à la biodiversité agricole.

**2. Renforcer la collaboration entre les organisations et organismes internationaux compétents et élaborer des stratégies et programmes internationaux communs sur la biodiversité agricole**

Pour donner la pleine mesure de la biodiversité agricole, il faut adopter des démarches multilatérales et multisectorielles et établir des liens plus étroits, en particulier entre les secteurs de l'agriculture et de l'environnement. La mise en œuvre des différents accords et instruments gagnerait ainsi en cohérence et en synergies. Nous préconisons :

- L'élaboration d'une feuille de route commune des Nations Unies assortie de cibles et de repères vérifiables, qui permette notamment d'établir des liens entre les mécanismes financiers multilatéraux compétents, ou de les renforcer;
- La recherche et le renforcement de solutions multilatérales sur l'accès à la biodiversité agricole et le partage des avantages grâce à la collaboration entre la Convention sur la diversité biologique, le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture;
- L'adoption, au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, d'un programme de travail sur l'agriculture qui reconnaisse l'importance de la biodiversité agricole et le développement de synergies entre les mécanismes de la Convention-cadre sur les changements climatiques et les instances s'occupant de biodiversité agricole.

**3. Accélérer la mise en œuvre au niveau national des dispositions relatives à la biodiversité agricole des accords et instruments internationaux existants**

Les pays doivent, à cette fin :

- Élaborer les lois et règlements nécessaires pour donner effet aux engagements qu'ils ont pris au niveau international;

- Élaborer et mettre en œuvre les stratégies et programmes permettant de traduire ces instruments en réalité au niveau national. Une aide internationale sera nécessaire;
- Tenir compte de la biodiversité agricole dans les plans de développement national et local et les stratégies de réduction de la pauvreté;
- Resserrer la coopération intersectorielle et multipartite, en particulier entre les secteurs de l'environnement et de l'agriculture, le secteur privé et la société civile;
- Accorder la priorité à la recherche et à la formation touchant la biodiversité agricole.

**4. Accroître l'appui aux petits producteurs de denrées alimentaires en tant que promoteurs et gardiens de la biodiversité agricole maintenant et à l'avenir**

De nombreuses dispositions des accords internationaux, notamment celles ayant trait à la gestion agricole et à la conservation *in situ* de la biodiversité agricole, ne peuvent être appliquées qu'au niveau local. Il faut d'urgence trouver les moyens de soutenir en priorité les démarches agroécologiques locales qui reconnaissent les droits des agriculteurs et le rôle essentiel des femmes. Les vues présentées par l'Évaluation internationale des sciences et technologies agricoles pour le développement peuvent avantageusement être prises en compte et mises en œuvre au niveau local. Nous demandons instamment :

- L'amélioration des moyens de subsistance et du bien-être social des petits producteurs de denrées alimentaires afin qu'ils puissent continuer à jouer leur rôle de promoteurs agricoles et de gardiens de la biodiversité agricole;
- Le renforcement des systèmes alimentaires locaux riches en biodiversité et des connaissances et compétences locales connexes;
- Une meilleure participation à la prise des décisions, un accès garanti aux ressources nécessaires à l'échelon local et le respect des droits, notamment des droits des agriculteurs.